



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 107 du 5 février 2016

Pays nordiques

Gouvernance. *Transparency International* a publié, en janvier, son rapport annuel sur la corruption dans 168 pays pour 2015. Le Danemark est, comme en 2014, le pays du monde où l'indice de corruption est le plus faible; il est suivi par la Finlande (2^{ème}, +1 place), la Suède (3^{ème}, +1 place), puis la Norvège (5^{ème}, stable) et l'Islande (13^{ème}, -1 place). Ces bons résultats recourent ceux obtenus dans la dernière enquête *Doing Business* de la Banque mondiale et témoignent de la qualité de l'environnement des affaires dans la zone nordique.

Croissance. Les dernières prévisions de la Commission Européenne, publiées le 4 février, font état de situations conjoncturelles hétérogènes entre les pays nordiques, avec d'un côté la Suède et l'Islande dont les prévisions de croissance (+3,6 % en 2015 puis +3,2 % pour la Suède en 2015 et 2016, et +4,1 % et +3,3 % pour l'Islande) sont bien au-dessus de la moyenne européenne (+1,9 % de croissance par an en 2015 et 2016), et à l'opposé, la Finlande qui peine à sortir de récession (+0,0 % puis +0,5 %). Dans une situation intermédiaire, le Danemark accélère progressivement (+1,2 % puis +1,7 %), suivant la tendance amorcée depuis 2013, alors que la Norvège ralentit sous l'effet de la crise du secteur pétrolier (+2,1 % puis +1,5 %). Calculée en moyenne pondérée, la croissance de la zone nordique serait de +1,7 % en 2015 et +1,9 % en 2016, soit quelque peu en deçà de la moyenne européenne.

Danemark

Chine. Dansk Industri, la confédération des industries danoises, et d'autres organisations des milieux d'affaires danois (Blue Water Shipping et Hydra Grene notamment) s'inquiètent des conséquences du ralentissement économique en Chine sur l'économie danoise. En dix ans, la Chine est devenue un acteur important du commerce extérieur danois (exportations multipliées par trois) et les exportations à destination de la Chine atteignent 83 Mds DKK par an (11,2 Mds €), plaçant la Chine parmi les cinq premiers partenaires commerciaux du Danemark. Nordea estime qu'une contraction de l'économie chinoise pourrait affecter l'économie danoise à hauteur de +0,25 %/- 0,5 % PIB.

Dong Energy. L'entrée en bourse de l'énergéticien danois *DONG Energy*, prévue pour le début de l'été, se fera avec la division *Exploration&Production*, regroupant toutes les activités pétrolières du groupe. Alors que la direction de DONG souhaitait vendre cette division avant l'entrée en bourse, la baisse des cours pétroliers rend les conditions de vente moins favorables : ainsi, la valorisation de la division *Exploration&Production*, initialement fixée à 6,2 Mds€, a été revue à 4 Mds€, en raison de la baisse du cours du baril de pétrole et des difficultés rencontrées par DONG dans la mise en place de sa nouvelle plateforme pétrolière en Mer du Nord, à Hejre.

Finlande

Cartel. L'autorité de la concurrence finlandaise (KKV) a saisi le tribunal de la concurrence pour qu'il impose une amende de 38 M€ à sept entreprises de transport en autocar, à l'association des autobus et autocars finlandais et à l'exploitant de gares routières Matkahuolto. Selon la presse, les compagnies de bus seraient soupçonnées d'avoir formé un cartel à l'automne 2008 pour faire obstacle à l'entrée de nouveaux concurrents. L'exploitant de gares routières Matkahuolto est quant à lui accusé d'exclure les nouvelles compagnies de bus de son système de vente de tickets en gare. Le montant de l'amende représente 10% du chiffre d'affaires total des entreprises incriminées et tient compte du fait que l'association des autobus et autocars finlandais a déjà été sanctionnée par le passé pour pratique anti-concurrentielle. Depuis la libéralisation du marché des transports en autocar longue distance en décembre 2009, le prix des trajets a fortement diminué.

Poste. La Poste finlandaise « Posti » a annoncé le début de négociations d'un plan social qui vise à réduire les effectifs de 860 personnes incluant des départs volontaires, des départs à la retraite et des licenciements. Posti, qui employait



La quinzaine nordique – 5 février 2016 © DG Trésor

plus de 21 000 personnes en septembre 2015, avait déjà réduit ses effectifs de près de 8 000 personnes depuis les années 2000.

Transport urbain. L'Etat finlandais a annoncé sa participation à hauteur de 83 M€ au projet de tram Raide-Jokeri entre Helsinki et Espoo, dont le coût total est estimé à 274,5 M€. Le ministre de l'Agriculture et de l'Environnement Kimmo Tiilikainen devrait faire une proposition en mars 2016 pour que les crédits soient pris sur le fonds de logement de l'Etat, dans la mesure où le projet devrait favoriser la construction de logements. Le tram reliera Helsinki et Espoo sur une longueur de 25 km avec 33 stations. La mise en service du tram est prévue pour 2020 et la fréquentation attendue est de 88 000 passagers par jour à partir de 2025.

Technip. Hyötytuuli Oy, l'opérateur finlandais pour l'énergie éolienne, a annoncé la construction du premier parc éolien offshore en Finlande. Le parc sera situé au large de Pori et son coût est estimé à 120 M€. Siemens fournira et installera 10 éoliennes d'une capacité de 4MW, ABB sera en charge des postes électriques et des transformateurs du site et la société française Technip s'occupera des fondations sous-marines. La production d'énergie annuelle nette de ce projet sera de 155 GWh. Les travaux de construction commenceront au printemps 2016 et s'achèveront à l'automne 2017.

Rapports sur l'économie finlandaise. Le conseil d'analyse économique de Finlande (Talouselämä), organe indépendant créé en 2014, a publié son rapport annuel sur la politique économique en Finlande. Le rapport étudie et évalue le programme économique du gouvernement présenté en septembre 2015. Le rapport regrette que le programme de consolidation budgétaire annoncé par le gouvernement soit centré quasi-exclusivement sur une réduction des dépenses (4 Mds € sur la législature 2016-2019). Le conseil estime en effet que des marges de manœuvre existent pour augmenter les recettes fiscales, notamment en réduisant le nombre de biens soumis aux taux réduits de TVA.

Revue OCDE. L'OCDE vient également de publier son rapport annuel sur la situation économique de la Finlande. Alexander Stubb, le ministre des Finances, a déclaré dans un communiqué de presse que l'évaluation faite par le rapport était pertinente. Il soutient les recommandations de l'OCDE d'alléger la fiscalité du travail, de renforcer l'acquisition des compétences de base et d'accroître la flexibilité du marché du travail.

Islande

Réfugiés. L'Islande a accueilli en janvier ses premiers réfugiés syriens, soit six familles, représentant 35 personnes, reçues à l'aéroport par le Premier ministre et réparties dans 3 municipalités. Ils bénéficieront de programmes d'insertion sociale spécifiques. Quatre autres familles devraient arriver ultérieurement.

Norvège

Ryanair. Le parlement norvégien étudie actuellement, et ce jusqu'à fin février, la possibilité d'imposer une taxe de 80 NOK (environ 8,5 €) sur chaque billet d'avion afin de financer des projets dans le secteur de l'environnement. Cette mesure, issue d'un compromis trouvé au sein de la coalition gouvernementale lors de l'adoption du budget en novembre 2015 (voir QN n°105), pourrait entrer en vigueur le 1^{er} avril. Afin de faire pression contre l'instauration de cette taxe, la compagnie Ryanair menace de supprimer ses vols au départ de l'aéroport d'Oslo-Rygge (Moss) à compter du 1^{er} novembre, pour les rapatrier sur le deuxième aéroport de la ville, ce qui pourrait entraîner la fermeture de l'aéroport (dépendant pour 2/3 du trafic généré par la compagnie irlandaise) et détruire environ 1000 emplois.

Réfugiés. La presse fait état d'interrogations quant à la capacité de l'économie norvégienne à intégrer les réfugiés sur le marché du travail. Le bureau national des statistiques (SSB) a publié un document sur le taux d'emploi des réfugiés Iraquiens et Syriens, en comparaison du taux d'emploi de l'ensemble de la population (69%) : il est de 16% pour les Syriens et de 35 % pour les Iraquiens 4 ans après leur arrivée (une différence qui s'expliquerait par l'arrivée plus massive et plus récente des réfugiés syriens), puis au bout de 6 ans de présence, ce chiffre monte à 46 % pour les Iraquiens et 50 % pour les Syriens. Pour mémoire, la Norvège a accueilli près de 31 000 réfugiés en 2015, soit l'équivalent de plus de 0,5 % de la population.

Pétrole. La conférence stratégique de l'industrie offshore (*offshore strategikonferansen*) s'est tenue du 1^{er} au 3 février 2016 à Stavanger. Les intervenants, dont le ministre du pétrole et de l'énergie Tord Lien, des représentants de Statoil, Lundin, et de plusieurs compagnies du secteur en plus de syndicats, se sont montrés rassurant sur l'avenir du secteur malgré le contexte actuel. Afin de permettre à l'industrie norvégienne des hydrocarbures de s'adapter à la situation présente, les différents intervenants ont préconisé une plus grande collaboration entre les acteurs du secteur, une standardisation des outils, et un investissement dans l'innovation, notamment dans la digitalisation des outils de forage



La quinzaine nordique – 5 février 2016 © DG Trésor

et d'exploitation. Le *subsea* a également été évoqué comme une solution viable pour la réduction future des coûts. La conclusion a abordé l'avenir des hydrocarbures après la COP21.

Nexans. L'entreprise Nexans, spécialisée dans la fabrication de câbles, a déclaré le 3 février avoir remporté un contrat auprès du pétrolier Statoil afin de fournir « le premier parc éolien flottant au monde », situé en Écosse et devant alimenter à terme 20 000 foyers. Le contrat de 10,2 M€ devra permettre au groupe de fabriquer les câbles dans son usine d'Halden et de les livrer pour fin 2017 directement sur le site situé à une trentaine de kilomètres au large des côtes britanniques. L'entreprise conforte avec ce contrat sa position sur les câbles sous-marins après les contrats obtenus en 2015 pour Nordlink (Norvège-Allemagne) et North Sea Network-NSN (Norvège -RU).

Suède

Déficit. Selon les chiffres provisoires de l'Agence de la gestion financière (ESV), sous tutelle du ministère suédois des Finances, le déficit des finances de l'Etat est passé de 72,2 Mds de SEK en 2014 (-1,8% du PIB) à 32,8 Mds de SEK en 2015 (-0,8% du PIB). L'amélioration s'explique principalement par une forte hausse des recettes d'impôts (+69 Mds de SEK), les dépenses ayant en parallèle augmenté de 29,6 Mds de SEK.

Fuites de carbone/Réforme ETS : Dans une tribune au quotidien national DI (29/01), les directeurs généraux des grands groupes métallurgiques (SSAB, Sandvik, Ovako, Scania Steel, Outokumpu, Uddeholm, etc.) ont critiqué le projet de réforme de l'UE-ETS post-2020 et, en particulier, la position récente de la Ministre de l'environnement Åsa Romson en faveur d'une suppression progressive des allocations gratuites de quotas d'émissions. Selon le projet de réforme, les aciéries les plus performantes sur le plan environnemental devraient voir réduites leurs allocations gratuites de 2,2 % par an, ce qui pourrait entraîner, selon les auteurs de la tribune, une délocalisation de la production ou bien une réduction progressive de la production suédoise. Les auteurs proposent que les allocations de quotas soient déterminées en fonction des niveaux de production, et non pas sur les émissions historiques.

« **Label Eco** ». Les ventes de produits agroalimentaires écologiques ont progressé de 39% en 2015 et représentent désormais un chiffre d'affaires global de 21,5 Mds de SEK (2,3 Mds €), contre 15,5 Mds en 2014 et 11,2 Mds en 2013. La progression des ventes qui s'accélère ainsi considérablement depuis 2013 porte la part de marché des produits bénéficiant d'un « label Eco » à 7,7% des ventes globales du secteur agroalimentaire, soit un peu moins qu'au Danemark (8,3%). Parmi les sous-secteurs de la gamme écologique, le secteur des vins a connu une hausse particulièrement forte (+69%) et la part de marché des vins écologiques au Systembolaget (le monopole de distribution des boissons alcoolisées) est désormais de 9,6%, soit près de l'objectif fixé à 10% à l'horizon 2020.

Volvo AB. Le nouveau DG de Volvo, Martin Lundstedt, a présenté la composition de son conseil de direction. Deux évolutions significatives sont à noter: le directeur de la branche Volvo Construction Equipment (VCE) intègre désormais le directoire et les quatre marques de camions de Volvo (Volvo Camions, Renault Trucks, UD Trucks et Mack Trucks), qui formaient une seule et même branche depuis 2012, sont désormais divisées en 4 entités avec des objectifs de résultats distincts. Alors que Martin Lundstedt explique cette réorganisation par un objectif de transparence, la presse s'interroge sur le développement futur du groupe, tout en rappelant que Martin Lundstedt était auparavant DG de Scania, société suédoise reconnue pour sa rentabilité, et dont le modèle était centré sur un cœur d'activité et une marque uniques.

Lignes à grande vitesse (LGV). Lundi 1^{er} février, la Commission Wessberg a présenté le tracé des deux lignes à grande vitesse à partir duquel les négociations avec les collectivités locales suédoises et Trafikverket, autorité suédoise des transports, vont pouvoir s'engager. Le tracé traversant la région du Småland par Värnamo a finalement été privilégié par la Commission et Trafikverket, permettant de relier Stockholm à Malmö plus rapidement (gain de 10 minutes par rapport au trajet traversant le Småland par l'est et la ville de Växjö) pour un coût moins important (une économie estimée à entre 30 et 35 Mds de SEK soit entre 3,2 et 3,7 Mds€). Les négociations vont se concentrer sur l'implantation des gares ainsi que sur la participation financière des collectivités au projet et leur engagement en termes de construction de nouveaux logements. Chaque point pourra être discuté dans les prochains mois et un accord sera signé avec chaque collectivité. Cependant, la Commission indique que les travaux pourront débuter plus tôt que prévu si les négociations avancent rapidement pour une des deux LGV, laissant espérer une mise en service en 2030 et non à l'horizon 2035. Par ailleurs, la Commission a annoncé la création d'une organisation qui sera chargée du suivi des accords passés avec les collectivités.

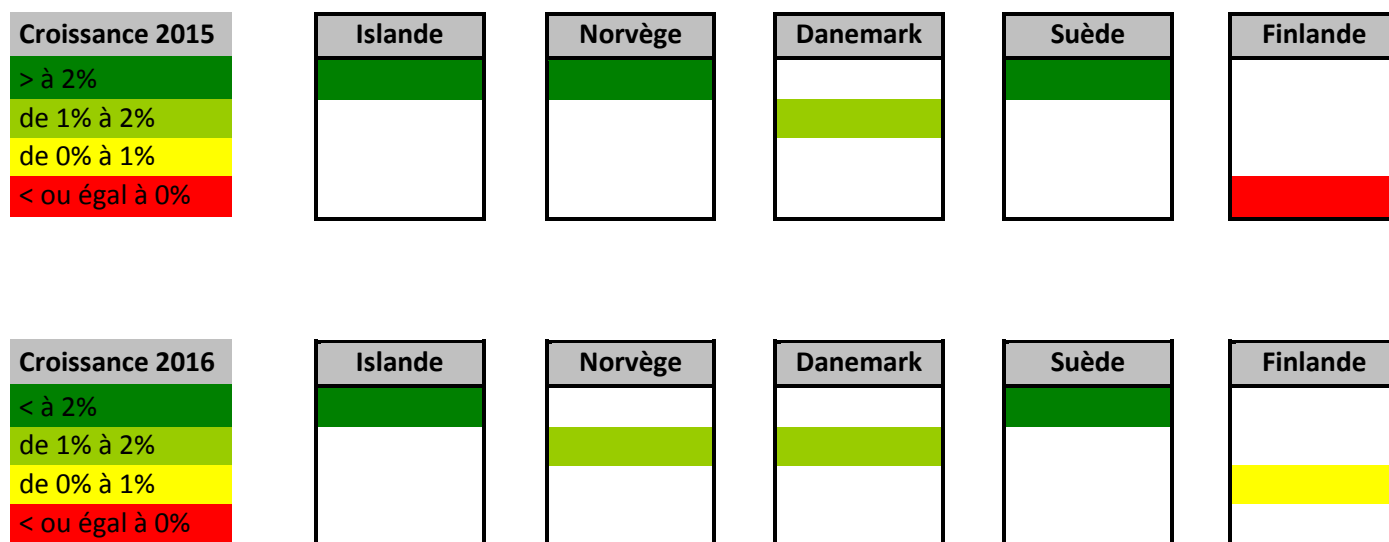
EQT. Le fonds de capital investissement contrôlé par la sphère Wallenberg vient de lancer une offre publique d'achat, évalué à 1,35 Mds de francs suisses (plus de 11 Mds de SEK), pour l'acquisition du groupe Kuoni, la plus importante agence de voyage helvétique avec des circuits et séjours vers plus de 80 destinations. Kuoni dispose d'un réseau



La quinzaine nordique – 5 février 2016 © DG Trésor

interne de plus de 80 agences et plus de 600 agences externes commercialisent la gamme de produits et de services proposés par ce dernier. Kuoni est présent en France avec plus de 20 agences et antennes.

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (Février 2016)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
PIB										
Gouvernement	1,4	1,9	0,2	1,2	0,8	1,2	3,6	3,1	3,0	3,0
Banque centrale	1,4	1,6	-0,1	0,7	1,3	1,0	3,3	3,0	4,2	3,0
Institut stat./conj.	1,6	2,1	0,2	1,3	1,4	1,2	3,2	3,1	3,3	-
Commission*	1,2	1,7	0,0	0,5	2,1	1,5	3,6	3,2	4,1	3,3
FMI**	1,6	2,0	0,4	0,9	0,9	1,3	2,8	3,0	4,8	3,7
OCDE***	1,8	1,8	-0,1	1,1	1,2	1,1	2,9	3,1	4,1	3,7
SEB	1,8	2,2	0,2	0,5	1,9	1,5	3,2	2,6	-	-
Nordea	1,4	1,75	-0,2	0,5	1,2	1,3	3,7	3,8	-	-
Danske Bank	1,2	1,5	0,0	0,6	1,4	1,5	3,7	3,3	-	-

NB : PIB continental pour la Norvège (sau; pour le Danemark, la 3^{ème} ligne correspond aux prévisions du Conseil des Sages



La quinzaine nordique – 5 février 2016 © DG Trésor

2. Autres indicateurs macroéconomiques

Déficit										
Gouvernement	-2,0	-2,8	-3,4	-2,8	9,5	-	-0,9	-0,9	-	-
Commission*	-2,0	-2,7	-3,2	-2,8	8,9	9,2	-1,0	-1,1	-2,3	-3,7
FMI**	-2,7	-2,8	-3,2	-2,8	6,0	6,2	-1,4	-0,7	1,3	0,4
OCDE***	-2,7	-2,8	-3,3	-2,7	6,9	5,5	-1,1	-0,6	0,3	0,3

NB : déficit hors pétrole pour la prévision gouvernementale de la Norvège (en % du PIB continental)

Dettes										
Gouvernement	39,9	38,4	62,6	64,3	-	-	44,3	42,8	-	-
Commission*	39,9	38,3	62,7	65,0	26,8	28,6	44	43,1	69,5	58,0
FMI**	47	48	61,9	64	28,1	28,1	43,9	42,6	75,3	69,5

NB : dette brute de l'Etat central pour la prévision du gouvernement islandais

Autres										
inflation (IPCH)*	0,2	0,9	-0,2	0,1	2,2	2,8	0,7	1,1	1,8	3,2
cons. privée*	2,0	1,7	1,3	0,6	2,1	1,5	2,4	2,6	4,2	3,6
chômage (BIT)*	6,3	6,0	9,5	9,4	3,6	4,1	7,4	6,9	4,2	3,8

Source :

* *Prévisions d'hiver* (février 2016)

** *World Economic Outlook* (octobre 2015) ou rapports pays

*** *Perspectives économiques* (novembre 2015)

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

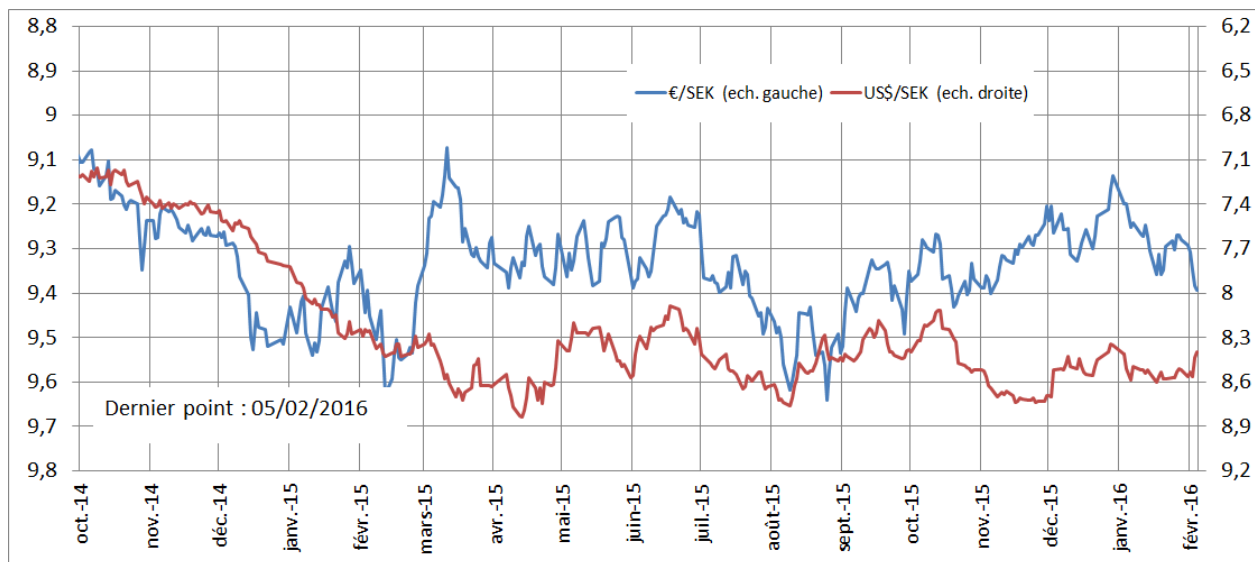
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

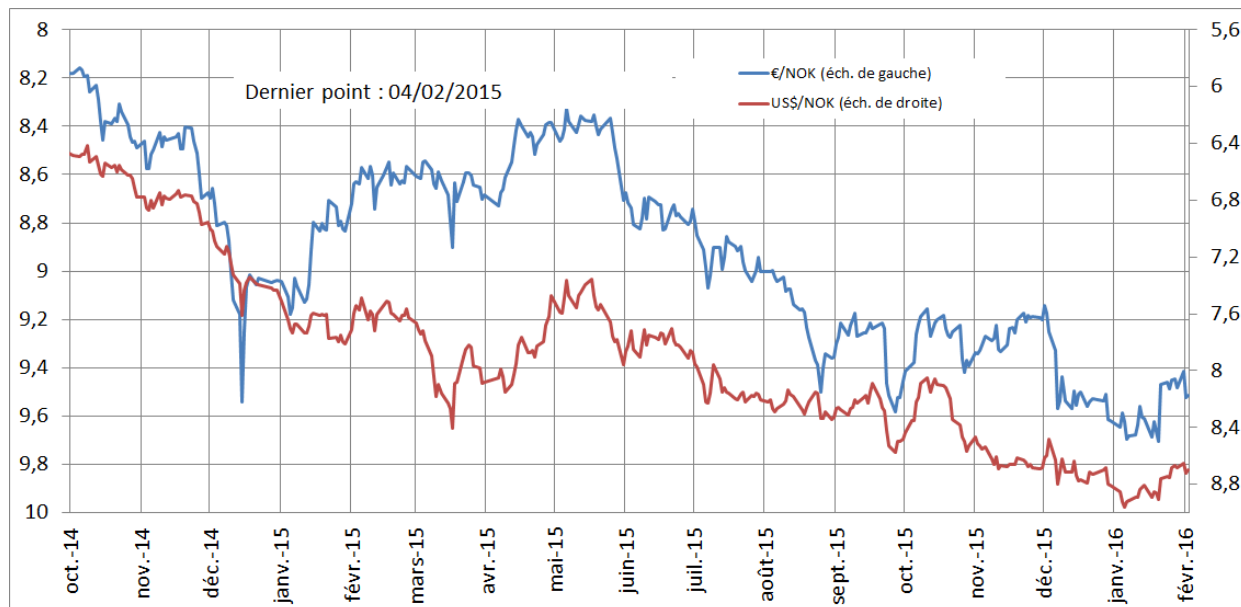


3. Evolution historique des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Olivier Redoulès (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (Clothilde Bauduin, Simone Le Ray, Michel Lallemand, Philippe Martinez), Helsinki (Nadine Mouy, Alexis Stevenson), Oslo (Christian Fatras, Adrien Labaune), et du Service Économique Régional de Stockholm (Frédéric Lemaitre, Thomas Charrier, Julien Grosjean, Coline Serra).